

Politique | Macron, défenseur des « classes moyennes »



Étape girondine, hier soir, pour le fondateur d'En Marche et l'occasion pour Emmanuel Macron de tenter une opération de séduction auprès de l'électorat juppéiste. Mais, outre la droite modérée, le candidat s'est adressé, d'une manière plus générale, aux classes moyennes. Une base électorale avec laquelle il entend établir un « contrat » ; contrat dont il a rappelé les grands principes en même temps que les principaux axes de son programme.

Chaleureusement accueilli par Alain Cazabonne, maire Modem de Talence (et soutien engagé d'Alain Juppé dans la primaire) c'est à la salle de la Médoquine et accompagné d'élus tels que [Arnaud Leroy](#) et [Florent Boudié](#), tous deux socialistes, qu'Emmanuel Macron a choisi d'organiser son meeting girondin. Une soirée que le candidat a souhaité débiter en rendant hommage à « deux grands Maires de Bordeaux » : Jacques Chaban-Delmas et Alain Juppé ; saluant particulièrement, au passage, la récente décision de ce dernier : « très peu de gens sont capables de faire ça ». Et une opportunité pour le candidat essentiellement rallié par des élus de gauche, d'élargir la base de son électorat.

Un programme « en chantiers »

Et c'est devant une salle comble -près de 3000 personnes venues de toute la Grande Région-, qu'il a évoqué les grands axes de son programme. Avec en ligne de mire, trois fils rouges : le renouvellement (de la classe politique avec « l'émergence de nouveaux visages venus d'horizons divers »), l'alternance et le rassemblement. « Personne ne peut prétendre demain, gouverner ou légiférer avec un parti unique. Personne ne dépasse le quart des suffrages tels qu'exprimés dans les sondages » a précisé le fondateur d'[En Marche](#), fustigeant au passage, l'incapacité à rassembler, tant du candidat d'une « gauche qui se déchire », que celle de l'extrême droite qui « joue sur la haine et les peurs » ou encore du « triste candidat de la Droite et du centre qui marie les réactionnaires et les opportunistes ». Un renouveau politique qu'il entend organiser autour de grands « chantiers » tels que l'école et la culture (« capacité à s'émanciper dans la société »), la construction d'un nouveau modèle économique adapté aux enjeux d'aujourd'hui, la sécurité et la protection des français, le renouvellement de la moralisation de la vie publique et politique et enfin la politique européenne (« qui porte notre capacité à être dans le monde »). Un effet d'annonce peu suivi d'explications quant aux moyens concrets d'y parvenir, mais qui semble néanmoins avoir séduit le public.

Et un défenseur des « classes moyennes »

Mais à J-45 du premier tour, Emmanuel Macron se veut avant tout le défenseur des classes moyennes, « socle de (notre) société » et avec lesquelles il entend conclure un « nouveau pacte ». Un projet qui passe par la valorisation du travail. C'est à dire, pour le candidat d'En Marche, par :

- La suppression du RSI (« pour faciliter la vie des entrepreneurs »)
- Un renvoi accru aux accords d'entreprises ou de branches (« pour négocier au plus près du terrain »)
- La poursuite de sa réforme des prud'hommes
- Une politique claire des allègements de charges pour les employeurs
- La mise en place d'un système universel pour le chômage permettant la couverture de tous ceux qui entreprennent (financé par la CSG) L'objectif ? « Améliorer le pouvoir d'achat de tous ceux qui travaillent, quelle que soit leur situation ».
- La perte des droits au chômage après le refus de deux offres d'emploi correspondant aux aptitudes du candidat et un plan de formation en vue de la reconversion des chômeurs échouant à trouver du travail fait aussi partie du programme.

Autres propositions d'Emmanuel Macron « en faveur des classes moyennes » :

- L'exonération de 80% des français de leur taxe d'habitation en trois ans (« impôt injuste pesant surtout sur les villes périphériques où le travail est plus rare »)
- Une politique de santé volontariste (« pour lutter contre les déserts médicaux et favoriser le plein accès aux soins »)
- Une politique de tolérance zéro face à l'insécurité au quotidien (embauche de 10 000 policiers et gendarmes en leur donnant la possibilité d'appliquer directement des amendes pour de petites infractions et de procéder, avec injonction d'un juge à des injonctions d'éloignement du territoire.
- Défense de la laïcité, augmentation du nombre d'enseignants et division par deux du nombre d'élèves en CP et CE1 pour lutter contre « l'insécurité culturelle ».

Quant aux moyens envisagés pour la mise en place de ces mesures, point de détails. Les électeurs ont jusqu'au 23 avril pour trancher la question.

Emmanuelle Diaz

Crédit Photo : E.Diaz

Publié sur aqui.fr le 10/03/2017

[Url de cet article](#)